

## Crise du Covid-19 en Afrique : au croisement des risques politiques et sanitaires

Jérôme Etsong<sup>1</sup>

**Résumé :** La pandémie du Covid-19 peut-elle être le déclencheur de crises politiques en Afrique ? Une note à ce propos, produite en mars 2020 par le Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du Ministère des affaires étrangères français, est sans ambages. Si le scénario fulgurant sous forme d'effet domino et son cortège de morts n'a pas eu lieu jusqu'ici, peut-on pour autant dire qu'il n'aura pas lieu ? Cette étude procède à une relecture de la note du CAPS et explore les neuf modalités prédites de déclenchement du risque politique, montrant que sept d'entre elles se sont déjà produites dans certains pays du continent. Elle postule que, s'il y a une difficulté à établir un rapport mécanique entre crises sanitaires et soulèvements populaires, la mort de masse, si elle venait à se produire, peut se transformer en levier d'une politique d'insurrection, quoique dans un horizon temporel post-Covid-19.

**Mots-clés :** CAPS, Covid-19, risque politique, risque sanitaire, vulnérabilité sociale.

**Resumo:** Pode a pandemia Covid-19 desencadear crises políticas em África? Uma nota a esse respeito, produzida em março de 2020 pelo Centro de Análise, Previsão e Estratégia (CAPS) do Ministério dos Negócios Estrangeiros de França, é contundente. Se o cenário fulminante de efeito dominó, com o seu cortejo de mortos, ainda não aconteceu, pode-se dizer que não vai acontecer? Este estudo procede a uma releitura da nota do CAPS e explora as nove formas de desencadeamento do risco político que ela antevê, mostrando que sete dessas já ocorreram em alguns países do continente. Postula-se que, se é difícil estabelecer uma conexão mecânica entre crises sanitárias e revoltas populares, a morte em massa, caso ocorra, pode transformar-se em alavanca para uma política de insurreição, ainda que num horizonte temporal pós-Covid-19.

**Palavras-chave:** CAPS, Covid-19, risco político, risco sanitário, vulnerabilidade social.

### Introduction

Aux origines de la crise du Covid-19 est le pangolin, un mammifère soupçonné d'avoir transmis à l'être humain le SARS-CoV-2, un virus qui depuis a fait la preuve de l'inconsistance du système sanitaire mondial. De la Chine aux États-Unis, de la France à l'Angleterre, en passant par le Portugal, l'Italie, l'Espagne, l'Inde et le Brésil, des frontières se sont refermées, des populations se sont confinées, et les contaminations ont atteint des seuils d'alerte. Les hôpitaux saturés et les morts tels dans un tango

---

<sup>1</sup> Diplômé en Relations internationales et Administration publique-privée, membre de l'Observatoire du risque OSIRIS/CES (Coimbra, Portugal). E-mail : [jeromembangetsong@gmail.com](mailto:jeromembangetsong@gmail.com)

funeste remplissent les cimetières sans que les gouvernements puissent préconiser comment arrêter l'hémorragie mortifère. Dans un tel contexte, l'Afrique, déjà fragilisée par des catastrophes à répétition, est vue par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) comme le terreau d'une hécatombe annoncée (Mavinga, 2020).

En effet devant la bourrasque en Europe et en Amérique, personne ne donnait cher du devenir du continent. « Le taux de médicalisation est quasi-nul et les systèmes de santé nationaux peuvent être considérés comme saturés d'office » (CAPS, 2020 : 1). L'indice de vulnérabilité aux maladies infectieuses de 2016 de la RAND Corporation indique que 22 des 25 pays les plus fragiles se trouvaient en Afrique (Moore *et al.*, 2016). Les souvenirs des ravages du Sida sur le continent et d'Ébola en Afrique occidentale et centrale, sont encore vivaces dans les mémoires, de même que les tensions exercées sur les systèmes sanitaires de ces pays. De plus, l'épidémie atteint le continent dans un contexte de vulnérabilité accrue aux événements météorologiques extrêmes. À l'exemple du Zimbabwe, qui fait face à une inflation galopante, une pénurie de liquidités, d'essence, de médicaments, d'eau et d'électricité, et une insécurité alimentaire qui menace 60 à 80% de la population dans certaines régions (Le Monde, 2020).

À ces faits s'ajoutent des raisons plus structurelles, comme les effets désastreux de la crise sanitaire sur l'économie, la chute des cours du pétrole, ou la baisse des exportations africaines vers la Chine — de l'ordre de 20% entre janvier et février 2020 (Strauss-Kahn, 2020). Par ailleurs le ratio dette/PIB des économies subsahariennes est passé de 30% en 2012 à 85% fin 2019, suivi d'un accroissement du service de la dette, qui est passé de 17,4% en 2013 à 32% en 2019 (Strauss-Kahn, 2020). Enfin, la rupture des chaînes d'approvisionnement et, plus grave, la paralysie du secteur informel, dont dépendent les trois quarts des africains.

Un contexte propice à toutes les supputations et dont le Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS), du Ministère des affaires étrangères français, se fera l'écho en mars 2020 à travers une note diplomatique sous le titre « *L'effet pangolin* » : *la tempête qui vient en Afrique ?* Sentencieuse, elle déclarera :

La crise du Covid-19 peut être le révélateur des limites de capacité des États, incapables de protéger leur population. En Afrique notamment, ce pourrait être « la crise de trop » qui déstabilise durablement, voire qui mette à bas des régimes fragiles (CAPS, 2020 : 1).

Le Covid-19 est donc vu sous la forme d'un chronogramme politique qui va mettre à bas les régimes autocratiques. Manuel Rapnouil, diplomate et directeur du CAPS, perçoit la crise sous sa fulgurance, comme un effet domino, renversant les pouvoirs les uns après les autres sous le poids de contestations populaires, conséquences d'un ras-le-bol généralisé (CAPS, 2020).

Mais toujours est-il que, depuis bientôt deux ans, le continent semble plus résilient que jamais et la prophétie de son collapse ne se réalise pas. Faut-il donc croire qu'elle ne se réalisera pas, alors que risques sanitaire et sécuritaire semblent se croiser ? Le rapport du CAPS prédit un basculement du continent sans tenir compte des spécificités nationales. Or l'Afrique est large et les risques et vulnérabilités propres à chaque pays sont d'autant plus disparates. D'où l'intérêt de réexaminer cette note à la lumière des scénarios prédits et survenus dans certains pays, pour voir dans quels cas le basculement redouté pourrait avoir lieu. La question posée est celle de savoir si la pandémie du Covid-19 peut y déclencher une crise politique, mais surtout dans quel horizon temporel. La recherche de réponses induit d'explorer les liens entre la crise sanitaire et les risques sécuritaires et plus globalement la stabilité politique des États aux sud du Sahara.

Les pays sont évalués selon sept des scénarios (ou modalités) parmi les neuf retenus par cette même note, dont un seul ou plusieurs pourraient être à l'origine de l'occurrence du risque politique dans un pays déterminé :

- la sécurité alimentaire ;
- la vulnérabilité des systèmes sanitaires ;
- le discrédit des institutions ;
- l'infodémie et le poids des réseaux sociaux ;
- le Covidgate ;
- l'effet du confinement sur le fragile équilibre du secteur informel ; et
- la réaction des classes moyennes.

Deux autres modalités n'ont pas été prises en compte dans cette étude, par manque de données fiables pour la première et d'occurrences avérées pour la seconde :

- le nombre de morts trop élevé dans un ou plusieurs pays et l'effet de comparaison défavorable qui pourrait en résulter ; et
- la « mort politique zéro », c'est-à-dire le décès d'une personnalité de premier plan de l'opposition ou du pouvoir dont la disparition cristalliserait les contestations.

### **De la bonne compréhension du risque politique**

Le risque se définit comme la possibilité d'occurrence d'un évènement plus ou moins prévisible pouvant causer des pertes ou des dommages plus ou moins sévères. Il renvoie à la fois à l'éventualité et l'incertitude d'un évènement futur ne dépendant pas exclusivement de la volonté des parties ou des tiers. Dans sa connotation politique, il se réfère souvent à tout changement politique, social ou sécuritaire susceptible d'avoir un impact sur des intérêts économiques, humains et diplomatiques notamment. Selon la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (Coface), le risque politique recouvre deux grands ensembles : le risque sécuritaire, qui inclut conflits, terrorisme et mouvements de révolte sociale ; et le risque de fragilité politique et sociale, qui correspond à une mesure du populisme dans les pays développés (Yang, 2019).

L'aspect sécuritaire du risque qui nous intéresse dans ce travail a longtemps été vu sous le prisme d'un monde bipolaire, depuis le temps de la Guerre froide. Souvent il n'a donc été interprété qu'à l'aune des conflits armés et diplomatiques entre les deux bords d'alors. Depuis le début des années 1980, la notion va s'élargir autour des enjeux de l'environnement et de la rareté croissante des ressources naturelles. La recherche sur les questions de sécurité cesse donc de se concentrer sur les aspects géopolitiques et géostratégiques pour se focaliser graduellement sur les risques climatiques (Ambrosi et Hallegatte, 2005).

Selon les mêmes auteurs, la notion de sécurité n'est plus attachée aux seules questions de souveraineté nationale, d'intégrité territoriale et de tranquillité, englobant dorénavant l'individu. Elle intègre désormais la qualité du milieu et de l'environnement, et la satisfaction par l'individu d'un ensemble de besoins fondamentaux qui participent à son bien-être, notamment la sécurité alimentaire, l'accès aux soins de qualité et à l'éducation, et le logement décent (Ambrosi et

Hallegatte, 2005). Or la présence d'un risque sanitaire reflète la probabilité que survienne un évènement préjudiciable collectif du fait des propagations, prenant alors la forme d'une épidémie ou d'une pandémie, menace qu'il convient d'éradiquer par des mesures de santé publique. Si le risque n'est pas circonscrit, il peut avoir à terme des conséquences sur les libertés individuelles et la santé publique, générant ainsi des risques sécuritaires. Comprise dans ce sens, la crise du Covid-19, de par sa diffusion et les restrictions et tensions qu'elle peut provoquer, couplée à d'autres vulnérabilités, peut constituer un risque politique.

### **Crises sanitaires : fragilisation des pays africains, menaces sur les conditions de vie et risque de déstabilisation**

Il s'agit ici d'examiner comment le Covid-19 et plus globalement les crises sanitaires peuvent constituer un enjeu de sécurité susceptible de fragiliser les États. En effet, les pays africains sont des contrées en développement dont les économies reposent fortement sur les facteurs climatiques et dont les conditions environnementales sont proches du seuil de tolérance (Ambrosi et Hallegatte, 2005), capables de mettre à mal les capacités institutionnelles de ces derniers.

S'il existe de nombreuses modalités par lesquelles la crise sanitaire peut accélérer la déliquescence de l'environnement social et le déclenchement de risques politiques, nous avons cependant choisi dans le cadre de ce travail de retenir les scénarios énoncés par la note du CAPS selon lesquels la crise sanitaire du Covid-19 peut légitimement constituer un risque politique.

#### **Crise du Covid-19, vulnérabilité de la production agricole et sécurité alimentaire**

Deux cas intéressants où s'observent les effets de la crise sanitaire sur la production agricole et la sécurité alimentaire sont le Mozambique et le Zimbabwe. Les deux pays ont connu en 2019 le passage des cyclones Idai et Kenneth, qui ont ravagé les villes de Beira et Cabo Delgado au Mozambique, et de Chimanimani au Zimbabwe. Il faut souligner que la période cyclonique arrive dans le canal du Mozambique au moment des récoltes de maïs et de sorgo. Environ 80% de la population dépendant de l'agriculture a souffert de l'inondation des terres arables engendrant des pertes de

production. Avec leur grande abondance de flots, les épisodes cycloniques ont été suivis par de fortes sècheresses qui en 2019 ont affecté la ville de Maputo. Par ailleurs, 31 autres districts où vivent 2,8 millions de personnes sont touchés par le phénomène au Mozambique (Pota, 2020). En janvier 2021, le cyclone Éloïse a inondé 219 000 hectares de terres agricoles (GNUDD, 2021), exacerbant encore plus la vulnérabilité du pays et des populations quelques semaines avant le confinement imposé par le gouvernement. De plus, la violence dans la Province de Cabo Delgado depuis octobre 2017 a provoqué un déplacement massif de personnes qui, loin de leurs terres, se trouvent en situation d'insécurité alimentaire.

Le Zimbabwe, pays frontalier autrefois grenier de l'Afrique, n'est pas mieux loti. Près de 8 millions de personnes vivent en situation d'insécurité alimentaire, selon le Programme alimentaire mondial (WFP, 2020). La crise économique qui frappe le pays depuis 20 ans a entraîné une corruption généralisée dans les administrations publiques. Le pays semble plongé dans une instabilité permanente avec des pénuries d'eau et l'écroulement du système sanitaire. Hilal Elver, rapporteure spéciale de l'ONU sur le droit à l'alimentation, alertait déjà en novembre 2019 sur la situation qui pouvait se transformer en mouvement de révolte sociale (Le Monde, 2019). Les émeutes de janvier 2019 dans la capitale suite au triplement du prix du carburant sont une piqure de rappel de la situation volatile du pays. Elles font écho à celles survenues au Mozambique en 2010 à cause de l'augmentation du prix du pain. La perturbation des chaînes d'approvisionnement due au confinement et le risque d'une dépréciation de la monnaie sud-africaine menacent de phagocyter le pays qui dépend fortement des importations.

### **Crise du Covid-19 et vulnérabilité des systèmes sanitaires**

L'Afrique subsaharienne abrite 11% de la population mondiale, pour 24% de la charge de morbidité mondiale, et représente 1% des dépenses budgétaires mondiales de santé (IFC, 2008). Elle compte 1 médecin et 10 lits pour 10 000 habitants (Raiche, 2017). Une situation que le Covid-19 a mise à nu et dont souffre maintenant une élite africaine habituée à se soigner à l'étranger. Selon Jean-Paul Bado, historien franco-burkinabé de la santé et de la médecine, il s'agit pour les dirigeants politiques dans ce contexte de se soigner tout en masquant leur échec en matière de santé publique

(Tilouine, 2020). L'absence de respirateurs artificiels dans les hôpitaux publics au Mali ou en Guinée, ou leur nombre dérisoire dans un pays comme la République Démocratique du Congo illustre à suffisance le délabrement du système sanitaire. Adama Aly Pam, historien et archiviste paléographe sénégalais, affirme, dans la même veine, qu'il y a risque dans ces conditions qu'émergent des mouvements urbains de protestation contre les régimes indifférents à la santé de leurs populations, les villes étant devenues des lieux de ségrégation par le pouvoir, l'argent et même l'accès aux soins (Tilouine, 2020).

Alors que la pandémie faisait des ravages en Guinée, le président de la république Alpha Condé était lui préoccupé par sa réélection. Le coup d'État survenu en septembre 2021 dans ce pays est peut-être un signe de fin de règne. Aujourd'hui, même si l'on a l'impression que le continent a évité les scénarios catastrophes, il est opportun de noter que le taux de vaccination de la population est de seulement 7,5% en décembre 2021 (Jeune Afrique, 2021). Une résurgence de la maladie suivie de la mort d'un dirigeant âgé (comme dans le cas du Cameroun, par exemple) pourrait ouvrir la voie à une crise politique sur un processus de transition qui reste très opaque.

### **Crise du Covid-19 et discrédit des institutions publiques**

La *Joint Continental Strategy for Covid-19 Outbreak* est le document de référence, produit par les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (Africa CDC), de l'Union africaine, pour définir la politique africaine de lutte contre la pandémie (Africa CDC, 2020). Si elle met en exergue la vulnérabilité du continent, elle souligne aussi implicitement les manquements des institutions publiques et des États dans l'édification des infrastructures sanitaires. Une position que partage l'hebdomadaire *Ecofin* dans son édition de mai 2020, qui souligne deux autres aspects mis en lumière par la crise du Covid-19 au sujet du discrédit des institutions africaines :

- La faiblesse des financements pour la recherche et l'innovation

La crise du Covid-19 a révélé toute l'ingéniosité de plusieurs startups africaines qui ont créé des projets d'e-santé pour permettre à la population de s'autodiagnostiquer et d'avoir accès aux soins, même dans les zones reculées. Comme exemples, nous pouvons citer les applications AntiCoro (développée par un réseau de dix startups

ivoiriennes) et SOS-Covid (conçue par House Innovation au Cameroun), ou le projet Dédé (mené par Semoa, au Togo). D'autres secteurs se sont également démarqués, comme la fabrication de masques réutilisables et pas chers au Sénégal, de respirateurs artificiels au Maroc et au Rwanda, et d'une pharmacopée à base de plantes au Cameroun (Elixir Covid) et au Madagascar (Covid-Organics). Mais à l'analyse, ces différentes initiatives (exception faite du cas malgache) sont venues du secteur privé, l'État et ses institutions ayant globalement échoué à créer des unités locales de production d'articles médicaux essentiels (masques, gels hydroalcooliques, savons et appareils respiratoires).

- Le surendettement des États

Depuis plusieurs années, la sonnette d'alarme a été tirée par les institutions internationales sur les risques de surendettement des États de l'Afrique subsaharienne. Avec une dette publique estimée à plus de 66% du PIB en 2020 (FMI, 2021) et des taux d'emprunts élevés (12%) (Nourou, 2020), les finances publiques de ces pays sont fragilisées, empêchant les investissements dans les secteurs prioritaires comme la santé et l'éducation. Et quand surviennent des crises qui nécessitent de mobiliser de grandes quantités de fonds, les États sont désarmés. Le discrédit des gouvernements vient aussi de l'affectation des emprunts à court terme pour le financement de projets à long terme, de l'utilisation des emprunts obligataires à d'autres fins que les objectifs de départ, ou encore du financement de projets non viables (Nourou, 2020).

### **L'infodémie, le poids des réseaux sociaux et les théories complotistes**

En Afrique, l'infodémie qui accompagne la pandémie du Covid-19 a surtout été alimentée par le discrédit dont souffre la parole institutionnelle. Cette dernière ayant perdu de sa force, les informations se sont recomposées par le bas pour se propager par le moyen des réseaux sociaux (*Whatsapp* et *Facebook*) désormais très ancrés dans les mœurs locales. Au Cameroun par exemple, l'absence d'une communication véridique sur la question des masques, dont l'efficacité a d'abord été querellée, a favorisé leur non-utilisation. Cette défiance vis-à-vis de la parole publique est observée dans presque tous les pays du continent, où les infox sur la pandémie ont essaimé



d'abord sur les origines de la maladie : théories complotistes d'une arme biologique ou du développement de la technologie 5G. S'ensuit un débat sur le traitement à base de la chloroquine (parti de France avec le professeur Didier Raoult, directeur de l'Institut Méditerranée Infection), dont l'usage, malgré son interdiction, a été généralisé dans de nombreux pays africains, comme le Cameroun, le Burkina Faso, le Mali ou le Sénégal (Desclaux, 2020).

La couverture vaccinale, déjà très faible étant donné le manque de vaccins, souffre spécialement de l'infodémie à cause des fausses informations véhiculées sur les vaccins. Environ 1,25 million de doses disponibles d'Oxford AstraZeneca allaient périmer dans 18 pays du continent si elles n'étaient pas utilisées avant la fin août 2021 (OMS, 2021). Des dizaines de milliers de doses sont à détruire dans des pays comme le Malawi (16 400 doses) ou le Soudan du Sud (59 000 doses) (Mwai, 2021).

#### **Le Covidgate ou Covidbusiness**

L'expression Covidgate fait florès au Cameroun quand éclate la crise du Covid-19 au début de l'année 2020. Elle fait allusion à l'ampleur des malversations de dons en nourriture, produits médicaux et autres subventions fournies par les entreprises pour venir en aide aux nécessiteux. Ils culminent dans ce pays avec le détournement de 186 millions de dollars d'aides décaissés par le Fonds Monétaire International pour aider le pays à faire face à la crise du Covid-19. Un rapport de la Chambre des comptes de la Cour suprême publié le 16 novembre 2021 a révélé de nombreuses irrégularités dans leur gestion (Chambre des comptes, 2021). La lecture dudit rapport à l'Assemblée nationale fut reportée sine die, probablement au vu de l'indignation que sa présentation à mi-parcours avait provoqué dans l'opinion publique, le gouvernement craignant sans doute une crise sociale. Des situations similaires ont été notées dans d'autres pays africains, menant, par exemple, au limogeage de ministres de la santé en République Démocratique du Congo et en Afrique du Sud.

#### **Les mesures de confinement, l'asphyxie du secteur informel et l'absence des filets sociaux**

Le confinement est de plus en plus de mise depuis la fin juin 2021, alors que l'OMS annonçait une troisième vague du Covid-19 sur le continent. La préoccupation avec

cette mesure dès le début de la pandémie est qu'elle affecte particulièrement le secteur informel, qui représente 76% de la population active en Afrique subsaharienne (Velluet, 2018). Ce secteur, qui échappe à toute régulation, ne bénéficie pas de filets sociaux. Imposer un confinement dans un tel contexte où l'État est absent et où les personnes survivent au quotidien risque de provoquer de nombreuses déflagrations sociales. Les fermetures drastiques de marchés et d'autres activités économiques est une hypothèse que se refusent à appliquer de nombreux chefs d'États, à l'instar du béninois Patrice Talon, qui craint que ces mesures soient contreproductives et qu'elles affament trop de personnes à la fois et trop longtemps, risquant de déclencher le chaos (Vidjingninou, 2020). Au Kenya, en Afrique du Sud et au Nigéria, des cas d'émeutes ont déjà été signalés, mettant en jeu des habitants de bidonvilles retrouvés pris dans l'étau du confinement.

#### **Crise du Covid-19 et impacts sur la classe moyenne**

L'idée d'une classe moyenne africaine ne fait pas encore l'objet d'un consensus dans la littérature scientifique, notamment par manque de convergence sur les critères d'appartenance à celle-ci. Mais dans l'hypothèse qu'il n'existe pas une classe moyenne mais des classes moyennes, selon la classification de la Banque africaine de développement de 2011, ce sont environ 370 millions de personnes qui appartiennent à cette catégorie et qui seront frappées par l'impact du Covid-19 (AfDB, 2011).

Étudier l'impact du Covid-19 sur ce groupe c'est d'abord considérer la situation des entreprises et des secteurs qui les emploient. Les mesures de lutte contre la propagation du Covid-19, à l'exemple des fermetures de frontières et des confinements, ont provoqué l'effondrement de secteurs entiers, comme celui du tourisme et de la logistique, contraignant les entreprises à réduire leurs horaires de travail ainsi que les salaires ou avantages du personnel (Banque mondiale, 2020). La Banque mondiale postule que la crise du Covid-19 va probablement porter un coup d'arrêt à l'émergence de la classe moyenne en Afrique subsaharienne à cause d'une récession estimée à 2,6% en 2020, une première depuis 25 ans (Bonfond et Andrianampiarivo, 2021 ; Pew Research Center, 2021).

Une étude menée par l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA, 2020), basée sur les données de 56 organisations d'entreprises régionales, indique sur l'année 2020 une baisse des chiffres d'affaires allant de 25 à 100%, une réduction des effectifs de l'ordre de 25%, ainsi que le report voire l'annulation de nombreux projets d'investissements. Au mois d'août 2020, le PNUD prévoyait pour des pays comme l'Afrique du Sud que 34% des ménages des classes moyennes rebasculeraient dans la catégorie des foyers vulnérables.

Si, comme l'affirme la startup Fraym, les 50 plus grandes villes africaines rassemblent 80% des classes moyennes urbaines (Bérenger, 2018) et en stimulent la croissance par des dépenses de consommation situées dans une proportion elles aussi de 80% (CEA, 2020), c'est dans ces dernières que risque de partir la contestation. Les licenciements massifs que la crise du Covid-19 pourrait engendrer et ses effets induits attendus, comme la contraction du pouvoir d'achat, pourraient provoquer des troubles sociaux et dévoiler deux aspects : la grande vulnérabilité des classes moyennes du Sud et les limites des visions globalisantes et performatives construites autour de cette catégorie (Bonfond et Andrianampiarivo, 2021).

Cet étiolement des classes moyennes et l'accentuation de la pauvreté avaient déjà été identifiés par le géographe Pierre Janin dans les émeutes de 2008 en Afrique subsaharienne, lorsqu'il évoquait le concept de « cotisation politique » ou « biais urbain », stratagèmes employés par les politiques locaux pour préserver les lieux centraux du pouvoir, les villes notamment, de toute contagion sociale d'envergure (Janin, 2009). Le très fort sentiment de déclasserement social, couplé à la perte du pouvoir d'achat, avait été à l'origine de ces bouffées de contestations sociales, une situation qui pourrait resurgir si la pandémie perdurait.

### **Le chaos dans quel horizon temporel ?**

Les éléments identifiés par la note du CAPS et mis en lumière dans cette analyse ont certainement motivé les tenants d'un effondrement annoncé. Mais tout comme dans les crises de 2008 sur le continent, les émeutes n'ont été que la conséquence d'une lente érosion du tissu économique et d'une paupérisation croissante qui affecte tant les classes moyennes que les populations des zones rurales, certes habituées à des

périodes de soudure, quoique moins prolongées. Il faut donc se méfier des rapports mécaniques entre la crise sanitaire et les soulèvements annoncés. Car pour ce faire deux critères doivent être pris en compte, selon l'intellectuel africain Achille Mbembe : la résilience des sociétés africaines (leur capacité à encaisser les chocs), et la propension des régimes à instrumentaliser le chaos et à tirer parti du désordre pour renforcer leur emprise sur le pouvoir (Diawara et Forson, 2020).

Mais force est de constater que le principal levier qui aurait mis en branle des mouvements de contestation, la mort de masse imputable au délabrement du système de soins, n'a pas eu lieu. Une hypothèse mise en avant par les chroniqueurs de la catastrophe. Mais ici aussi, pour que la mort de masse se transforme en révolte, il faut d'abord qu'elle s'interprète politiquement. Il faut donc des « interprètes et traducteurs culturels capables d'inscrire la mort de masse dans le registre de la causalité politique » (Mbembe, *apud* Diawara et Forson, 2020). Or dans les sociétés africaines les gens ont tendance à avoir une vision déterministe qui lie maladie et mort comme une volonté divine. S'il n'y a pas de questionnement sur les choix politiques de l'ordre dirigeant,

[...] la calamité risque de n'être qu'une tragédie de plus dans la longue série des tragédies africaines, un facteur de plus d'affaiblissement et de dissipation des potentialités insurrectionnelles sur le continent (Mbembe, *apud* Diawara et Forson, 2020).

La réponse à cette préoccupation ne se trouve pas dans le tumulte effréné de tous les gouvernements à la recherche de la panacée qui permettra de sauver leurs peuples, mais comme le craint l'OMS dans la résurgence de la pandémie suite à l'émergence d'un nouveau variant sur le continent africain, quand le reflux se sera opéré ailleurs. Au vu de l'absence des filets sociaux, les gouvernements ont presque totalement levé le pied sur le confinement, situation à redouter pour le continent car pouvant augmenter les contaminations et décès ou conduire à un scénario catastrophe comme celui survenu en Inde au printemps 2021. Les communications sur les cas de contaminations et de morts volontairement biaisées en disent long sur la peur des gouvernements des réactions de l'opinion publique. Le pire serait donc à venir, quand les effets de toutes les vulnérabilités vont se croiser.

## Conclusion

Ce travail a examiné les scénarios prédits par la note diplomatique du CAPS du 24 mars 2020, montrant que les risques craints et annoncés se précisent dans divers pays du continent, avec jusqu'ici une réaction plutôt contenue des populations. De même, la mort de masse, considérée comme le point de non-retour parce que capable de déclencher des soulèvements populaires en série, n'a pas eu lieu. Mais alors que la vaccination ne progresse pas et que l'Inde, principal fournisseur de vaccins de l'initiative Covax, s'est recluse sur sa consommation domestique, il faudrait craindre une résurgence de la maladie en Afrique si, par exemple, de nouveaux variants venaient à apparaître. Alors que l'OMS avance l'hypothèse d'un développement de la maladie sous forme latente, le confinement du continent africain risque alors de se faire à rebours des pays développés, avec une jonction plus explosive des différentes vulnérabilités. Le scénario d'un continent qui subit la maladie après les autres ne doit pas être illusoire. Il doit être pris en compte.

## Références bibliographiques

- AfDB (African Development Bank) (2011), "The middle of the pyramid: dynamics of the middle class in Africa". Consulté le 23.10.2021, sur <https://www.afdb.org/en/documents/document/market-brief-the-middle-of-the-pyramid-dynamics-of-the-middle-class-in-africa-23582>
- Africa CDC (Africa Centres for Diseases Control and Prevention) (2020), "Africa joint continental strategy for Covid-19 outbreak". Consulté le 30.11.2021, sur [https://au.int/sites/default/files/documents/38264-doc-africa\\_joint\\_continental\\_strategy\\_for\\_covid-19\\_outbreak.pdf](https://au.int/sites/default/files/documents/38264-doc-africa_joint_continental_strategy_for_covid-19_outbreak.pdf)
- Ambrosi, Philippe ; Hallegatte, Stéphane (2005), « Changement climatique et enjeux de sécurité ». Consulté le 30.08.2021, sur <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00866405>
- Banque mondiale (2020), « Côte d'Ivoire 10e rapport sur la situation économique : l'impact de la Covid-19 sur les entreprises et les ménages ivoiriens ». Consulté le 25.11.2021, sur <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/34559/Taking-Stock-and-Looking-Ahead-Cote-d-Ivoire-and-the-COVID-19-Pandemic-FR.pdf?sequence=11&isAllowed=y>
- Bérenger, Victor (2018), « Infographie : 95% de la classe moyenne africaine vit dans 20 pays », *Jeune Afrique*. Consulté le 29.11.2021, sur <https://www.jeuneafrique.com/646078/economie/infographie-a-la-recherche-des-classes-moyennes-africaines>

- Bonnefond, Céline ; Andrianampiarivo, Tsiry (2021), « Les ‘classes moyennes’ des pays en développement à l’épreuve de la crise Covid-19 : la Chine et Madagascar mis en perspective ». Consulté le 02.12.2021, sur <https://dumas.ccsd.cnrs.fr/CREG/halshs-03344084v1>
- CAPS (Centre d’analyse, de prévision et de stratégie) (2020), « ‘L’effet pangolin’ : la tempête qui vient en Afrique ? Note diplomatique du 24.03.2020 ». Consulté le 06.06.2021, sur [https://www.academia.edu/42929949/L\\_effet\\_pangolin\\_la\\_tempe\\_te\\_qui\\_vient\\_en\\_Afrique](https://www.academia.edu/42929949/L_effet_pangolin_la_tempe_te_qui_vient_en_Afrique)
- CEA (Commission économique des Nations unies pour l’Afrique) (2020), « CEA : l’impact économique de COVID-19 sur les villes africaines risque d’être sévère en raison de la forte baisse de la productivité, des emplois et des revenus ». Consulté le 27.11.2021, sur <https://www.un.org/africarenewal/fr/derni%C3%A8re-heure/cea-l%E2%80%99impact-%C3%A9conomique-de-covid-19-sur-les-villes-africaines-risque-d%E2%80%99%C3%AAtre-s%C3%A9v%C3%A8re-en>
- Chambre des comptes (2021), « Audit du Fonds spécial de solidarité pour la lutte contre le coronavirus et ses répercussions économiques et sociales ». Consulté le 27.11.2021, sur <https://www.dgb.cm/2021/11/16/la-chambre-des-comptes-publie-son-rapport-daudit-sur-la-gestion-des-fonds-covid-19>
- Desclaux, Alice (2020), « La mondialisation des infox et ses effets sur la santé en Afrique : l’exemple de la chloroquine », *The Conversation*. Consulté le 22.08.2021, sur <https://theconversation.com/la-mondialisation-des-infox-et-ses-effets-sur-la-sante-en-afrique-lexemple-de-la-chloroquine-134108>
- Diawara, Malick ; Forson, Viviane (2020), « Achille Mbembe : ‘Il n’y aura jamais de scénario unique’ », *Le Point*. Consulté le 27.07.2021, sur [https://www.lepoint.fr/afrique/achille-mbembe-il-n-y-aura-jamais-de-scenario-unique-15-04-2020-2371572\\_3826.php](https://www.lepoint.fr/afrique/achille-mbembe-il-n-y-aura-jamais-de-scenario-unique-15-04-2020-2371572_3826.php)
- FMI (Fonds monétaire international) (2021), « Les enjeux en Afrique subsaharienne en six graphiques ». Consulté le 27.11.2021, sur <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2021/04/12/na041521-six-charts-show-the-challenges-faced-by-sub-saharan-africa>
- GNUDD (Groupe des Nations unies pour le développement durable) (2021), « Quand le cyclone Eloise s’abat sur le Mozambique (ou le funeste rappel de la menace climatique) ». Consulté le 10.10.2021, sur <https://unsdg.un.org/fr/latest/stories/quand-le-cyclone-eloise-sabat-sur-le-mozambique-ou-le-funeste-rappel-de-la-menace>
- IFC (Société financière internationale) (2008), « Investir dans la santé en Afrique. Le secteur privé : un partenaire pour améliorer les conditions de vie des populations ». Consulté le 30.08.2021, sur <https://documents1.worldbank.org/curated/en/302121467990315371/pdf/441430WPOFRENC1AN10110200801PUBLIC1.pdf>
- Janin, Pierre (2009), « Les ‘émeutes de la faim’ : une lecture géopolitique du changement social ». *Politique Étrangère*, 2009/2, 251-263. DOI: [10.3917/pe.092.0251](https://doi.org/10.3917/pe.092.0251)
- Jeune Afrique (2021), « Covid-19 en Afrique : une carte pour suivre au jour le jour l’avancée de l’épidémie ». Consulté le 23.12.2021, sur

<https://www.jeuneafrique.com/910230/societe/coronavirus-en-afrique-une-carte-pour-suivre-au-jour-le-jour-lavancee-de-lepidemie>

Le Monde (2019), « Au Zimbabwe, l'imminence d'une famine créée par l'homme ». Consulté le 06.06.2021, sur [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/11/29/au-zimbabwe-l-imminence-d-une-famine-creee-par-l-homme\\_6020978\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/11/29/au-zimbabwe-l-imminence-d-une-famine-creee-par-l-homme_6020978_3212.html)

Le Monde (2020), « 'Il n'y a plus d'avenir ici' : en Afrique australe, les ravages du changement climatique ». Consulté le 23.08.2021, sur [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/02/19/il-n-y-a-plus-d-avenir-ici-en-afrique-australe-les-ravages-du-changement-climatique\\_6030054\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/02/19/il-n-y-a-plus-d-avenir-ici-en-afrique-australe-les-ravages-du-changement-climatique_6030054_3212.html)

Mavinga, Nathanael (2020), « Covid-19 : l'OMS craint la mort de 190 000 personnes en Afrique ». Consulté le 08.08.2021, sur <https://www.financialafrik.com/2020/05/09/covid-19-loms-craint-la-mort-de-190-000-personnes-en-afrique>

Moore, Melinda *et al.* (2016), *Identifying future disease hot spots: Infectious Disease Vulnerability Index*. Santa Monica, CA: RAND Corporation.

Mwai, Peter (2021), « Vaccins Covid-19 : pourquoi certains États africains ont-ils des doses inutilisées ? », *BBC*. Consulté le 28.11.2021, sur <https://www.bbc.com/afrique/region-57025707>

Nourou, Moutiou (2020), « Cinq leçons que la Covid-19 enseigne aux États africains », *Ecofin*, 130. Consulté le 28.11.2021, sur <https://www.agenceecofin.com/gestion-publique/2105-76828-cinq-lecons-que-la-covid-19-enseigne-aux-etats-africains>

OMS (Organisation Mondiale de la Santé) (2021), « Coronavirus en Afrique : en forte hausse, le nombre de cas de Covid-19 en Afrique s'approche du pic de la première vague ». Consulté le 26.11.2021, sur <https://who-africa.africa-newsroom.com/press/coronavirus-afrique-covid19-cases-surge-in-afrique-near-first-wave-peak?lang=fr>

Pew Research Center (2021), "The pandemic stalls growth in the global middle class, pushes poverty up sharply". Consulté le 27.11.2021, sur <https://www.pewresearch.org/global/2021/03/18/the-pandemic-stalls-growth-in-the-global-middle-class-pushes-poverty-up-sharply>

Pota, Ouri (2020), "PMA atua em parceria para melhorar alerta de secas em Moçambique", *ONU News*. Consulté le 10.08.2021, sur <https://news.un.org/pt/story/2020/11/1732922>

Raiche, Denis (2020), « La formation médicale en Afrique subsaharienne, le nerf de la guerre », *Jeune Afrique*. Consulté le 11.10.2021, sur <https://www.jeuneafrique.com/1151630/societe/tribune-la-formation-medicale-en-afrique-subsaharienne-le-nerf-de-la-guerre>

Strauss-Kahn, Dominique (2020), « Le virus et l'Afrique », *Jeune Afrique*. Consulté le 25.09.2021, sur <https://www.jeuneafrique.com/914769/economie/tribune-dominique-strauss-kahn-le-virus-et-lafrique>

Tilouine, Joan (2020), « En Afrique, le coronavirus met en danger les élites dirigeantes », *Le Monde*. Consulté le 07.07.2021, sur [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/04/03/en-afrique-le-covid-19-met-en-danger-les-elites-dirigeantes\\_6035384\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/04/03/en-afrique-le-covid-19-met-en-danger-les-elites-dirigeantes_6035384_3212.html)

UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine) (2020), « Impact de la pandémie sur le secteur privé de l'UEMOA ». Consulté le 26.11.2021, sur

[http://www.uemoa.int/sites/default/files/bibliotheque/rapport\\_final\\_etude\\_impact\\_covid-19\\_ccr-uemoa.pdf](http://www.uemoa.int/sites/default/files/bibliotheque/rapport_final_etude_impact_covid-19_ccr-uemoa.pdf)

Velluet, Quentin (2018), « Afrique : les chiffres de l'emploi informel en 2018 », *Jeune Afrique*. Consulté le 08.09.2021, sur <https://www.jeuneafrique.com/emploi-formation/559335/afrique-les-chiffres-de-lemploi-informel-en-2018>

Vidjingninou, Fiacre (2020), « Au Bénin, Patrice Talon assume l'impossibilité d'un confinement général », *Jeune Afrique*. Consulté le 12.09.2021, sur <https://www.jeuneafrique.com/918313/politique/au-benin-patrice-talon-assume-limpossibilite-dun-confinement-general>

WFP (World Food Programme) (2020), "WFP Global Hotspots. Potential flashpoints in 2020". Consulté le 27.11.2021, sur [https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000111565/download/?\\_ga=2.182491494.1157732176.1640696430-239418721.1639415325](https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000111565/download/?_ga=2.182491494.1157732176.1640696430-239418721.1639415325)

Yang, Louis (2019), « Risque politique : comment et pourquoi affecte-t-il les marchés ? », *Café de la Bourse*. Consulté le 15.07.2021, sur <https://www.boursorama.com/bourse/actualites/risque-politique-comment-et-pourquoi-affecte-t-il-les-marches-02ed26971681869a7572072acff21cab>